

# LES LEÇONS DE BAGDAD

**Pour les diplomates canadiens affectés en Iraq, le travail et les conditions de vie sont difficiles mais « ont l'effet d'une drogue ».**

Ils travaillent dans une zone de conflit, sont asservis à leur travail pendant de longues heures et vivent dans des logements exigus, loin de leur foyer et de leur famille. Malgré cela, les diplomates canadiens affectés à Bagdad ces trois dernières années apprécient leur séjour dans la capitale iraquienne qui offre de grands défis professionnels et une expérience intense dans un milieu social dépaysant, joints à un sentiment d'être utile qui transcende de loin ce qu'ont à offrir la plupart des postes diplomatiques.

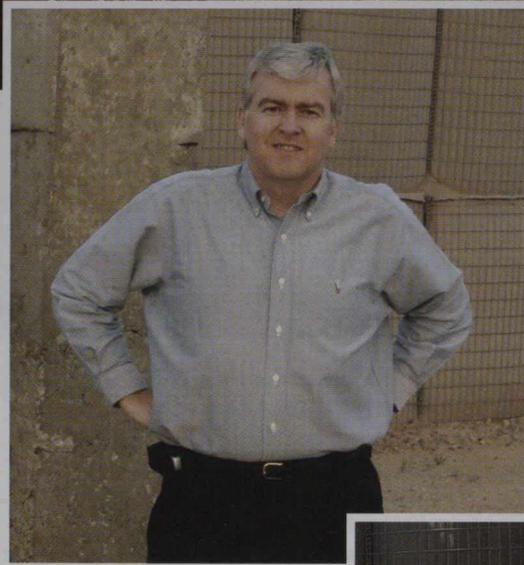
« C'est le meilleur emploi que j'ai eu au sein du service extérieur, déclare Ben Rowswell, 35 ans, affecté à Bagdad à deux reprises depuis 2003. J'avais l'impression de voir l'histoire du XXI<sup>e</sup> siècle se dérouler sous mes yeux. »

La présence diplomatique du Canada en Iraq a été réduite à sa plus simple expression pendant la dernière décennie du régime de Saddam Hussein. Les représentants canadiens résidaient en Jordanie, pays voisin de l'Iraq, se déplaçant d'Amman à Bagdad au gré des circonstances et des besoins.

Après l'invasion menée par les forces de la coalition, le Canada a amorcé un lent retour en Iraq en affectant à Bagdad au moins un représentant qui partage avec d'autres des espaces de bureau et de logement dans la Zone internationale (dite « Zone verte ») et qui sert d'agent de liaison chargé de promouvoir les priorités établies par le Canada, centrées sur la bonne gouvernance, les réformes démocratiques, la primauté du droit et les droits de la personne.

« Il y va de notre intérêt à long terme de veiller à ce que l'Iraq devienne un pays stable, prospère et libre », note John Holmes, ambassadeur du Canada en Jordanie, nommé l'été dernier ambassadeur non résident en Iraq et chargé de rétablir notre ambassade à Bagdad. L'ambassadeur a également pour tâche de superviser la réalisation d'un programme de 300 millions de dollars mis en place par le Canada pour appuyer la reconstruction de l'Iraq et sa transition vers la démocratie. Il ajoute : « L'instabilité qui règne en Iraq, dont se servent de plus en plus les réseaux terroristes, menace non seulement le pays lui-même, mais aussi la région immédiate et le monde entier. »

Premier Canadien affecté à Bagdad après la fin officielle des hostilités en août 2003, Ben Rowswell a dû improviser dès l'instant où son appareil s'est posé, car personne n'était là pour l'accueillir : « J'ai littéralement dû demander à quelqu'un de me laisser monter dans sa voiture pour sortir de l'aéroport. »



▲ En 2003 et 2004, des diplomates canadiens logeaient dans des caravanes à l'extérieur du palais républicain de Saddam Hussein, qui abrite désormais l'ambassade des États-Unis.

◀ John Holmes, ambassadeur du Canada : « Il est dans notre intérêt à long terme que l'Iraq devienne un pays stable, prospère et libre. »

Lorsqu'il est retourné dans la capitale iraquienne pour une deuxième affectation, d'août 2004 à juin 2005, les choses avaient bien changé. Aujourd'hui, la sécurité impose que le trajet entre l'aéroport et la Zone verte se fasse en hélicoptère militaire.

La tâche des diplomates canadiens qui se sont succédé à Bagdad exige ambition, détermination et créativité. « À part le fait qu'un bureau m'attendait et qu'une roulotte me servait de logement, c'était au petit bonheur la chance », se rappelle Ben Rowswell.

Son expérience la plus valorisante a été d'assister, le 30 janvier 2005, au déroulement des premières élections iraqiennes. Son rôle était d'aider la Mission internationale pour les élections en Iraq, une mission présidée par Élections Canada, chargée de surveiller le scrutin et d'en confirmer la validité. « Il était abasourdissant de voir 8,5 millions d'Iraqiens se donner la peine d'aller voter dans un scrutin crédible, libre et juste, malgré la peur et le climat de violence très palpable qui régnaient alors, affirme Ben Rowswell. Je suis fier d'avoir contribué à cela. » De retour à Ottawa, où il est conseiller politique pour les affaires mondiales à Affaires étrangères Canada, il affiche sur le mur de son bureau un bulletin de vote de ce scrutin, qu'il a fait encadrer.

Parmi les Canadiens affectés en Iraq jusqu'à présent, plusieurs sont de jeunes agents qui ont dû assumer des responsabilités d'un niveau qu'ils ne se seraient sans doute pas attendus à atteindre si tôt dans leur carrière.

« Sur le plan professionnel, c'a été une expérience incomparable », estime Erin Dorgan, 28 ans, qui a séjourné en Iraq de juin à septembre 2005 pour assister à la rédaction



▲ Elizabeth Williams, qui dirige l'aide canadienne en Iraq, a revêtu un gilet pare-éclats.